

Id	Sector	Installatie	Rechten/jaar
172	Voeding	Gramybel Moeskroen	74.915
173	Militaire sector	Militaire sites (3)	buiten toepassingsgebied.
203	Warmtekrachtkoppeling	Renogen Amel	48.070
		TOTAAL	101.424.518

Art. 2. Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 september 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 3357 (2008 — 3143)

[C — 2008/31500]

4 SEPTEMBER 2008. — Ordonnantie betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 september 2008, dient men op blz. 48147, in artikel 20, § 2, van de Nederlandse tekst van bovenvermelde ordonnantie te lezen « 22 » in plaats van « 23 ».

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 3357 (2008 — 3143)

[C — 2008/31500]

4 SEPTEMBRE 2008. — Ordonnance relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 16 septembre 2008, page 48147, à l'article 20, deuxième paragraphe, dans le texte français de ladite ordonnance, il y a lieu de lire « 22 » au lieu de « 23 ».

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 3358

[S — C — 2008/31487]

11 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

Le Collège,

Vu le décret du 12 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle modifié les 23 octobre 2003, 4 décembre 2003, 18 novembre 2004 (non publié), le 29 juin 2006 (non publié) et le 26 avril 2007;

Vu l'avis des sections « Personnes handicapées », « Aide et soins à domicile », « Services ambulatoires » et « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné les 18, 19, 24 et 26 juin 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant :

Qu'en 2007, le secteur des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées a ajouté un article 85bis à l'arrêté « non marchand » relatif au paiement d'indemnités de prépension, qui dispose :

« Une subvention est octroyée pour couvrir les indemnités de prépension payées aux travailleurs prépensionnés avant la date du 31 décembre 2006, dans le secteur des centres de jour et des centres d'hébergement, à la condition suivante :

la prépension est accordée aux travailleurs de plus de 58 ans qui remplissent les conditions prévues par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, tel que modifiée par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, tel que modifié, et par les conventions collectives de travail relatives aux mesures visant à promouvoir l'emploi de la sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (319.02).

Le montant de la subvention octroyée pour couvrir l'indemnité complémentaire versée au travailleur prépensionné est calculé au prorata du temps de travail subventionné pour ledit travailleur. Le montant de l'indemnité complémentaire pris en considération pour le calcul de la subvention est égal à la moitié de la différence entre le montant de la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage perçue.

Les justificatifs de la subvention à fournir annuellement sont les preuves de paiement des indemnités complémentaires, accompagnées d'une fiche relative au calcul de chaque indemnité. »

Considérant :

Que pour étendre le bénéfice du paiement d'indemnités complémentaires de prépension aux travailleurs subventionnés des secteurs « non marchand » agréés, excepté le secteur des entreprises de travail adapté, il s'indique de modifier l'article 85*bis*.

Sur la proposition du Président du Collège,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. L'article 85*bis* de l'arrêté du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du Décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, inséré par l'arrêté du 26 avril 2007 du Collège de la Commission communautaire française, est remplacé par la disposition suivante :

« Une subvention est octroyée pour couvrir les indemnités de prépension payées aux travailleurs prépensionnés, aux conditions suivantes :

1° la prépension est accordée aux travailleurs qui remplissent les conditions prévues par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, tel que modifiée par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, tel que modifié, et par les conventions collectives de travail relatives aux mesures visant à promouvoir l'emploi des sous-commissions paritaires compétentes pour les secteurs visés (318, 319.02, 329.2, 332,330).

2° Durant la période de pré pension le remplacement du travailleur pré pensionné est assuré par un travailleur de moins de 40 ans et de moins de 5 ans d'ancienneté NM à l'embauche, sauf dérogation individuelle accordée par le Collège pour les postes de direction, de coordination et de médecin.

3° Le montant de la subvention octroyée pour couvrir l'indemnité complémentaire versée au travailleur prépensionné est calculé au prorata du temps de travail subventionné pour ledit travailleur. Le montant de l'indemnité complémentaire pris en considération pour le calcul de la subvention est plafonné à un montant équivalent à 6 heures hebdomadaires d'embauche compensatoire pour 1 ETP pour l'année de référence.

4° Les justificatifs de la subvention à fournir annuellement sont les preuves de paiement des indemnités complémentaires, accompagnées d'une fiche relative au calcul de chaque indemnité.

5° Dans les secteurs des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, par dérogation au point 2° du présent article, les remplacements en cours restent d'application. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2008.

Art. 4. Le Président du Collège, compétent pour la santé, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 septembre 2008.

Par le Collège :

Le Président du Collège, chargé de la Fonction publique et de la Santé,
B. CEREXHE

Le Membre du Collège, chargé de la Cohésion sociale,
Ch. PICQUE

La Membre du Collège, chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme,
Mme E. HUYTEBROUCK

La Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,
Mme F. DUPUIS

Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,
E. KIR

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 3358

[S - C - 2008/31487]

11 SEPTEMBER 2008. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Het College,

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op het besluit van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, gewijzigd op 23 oktober 2003, 4 december 2003, 18 november 2004 (niet bekendgemaakt), 29 juni 2006 (niet bekendgemaakt) en 26 april 2007;

Gelet op de adviezen van de afdelingen « Gehandicapte Personen », « Bijstand en Verzorging aan Huis », « Ambulante Diensten » en « Huisvesting » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 18, 19, 24 en 26 juni 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2008;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State 44.939/2/V, gegeven op 13 augustus 2008, in toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende :

Dat, in 2007, de sector van de dagcentra en van de verblijfscentra voor gehandicapte personen een artikel 85*bis* heeft toegevoegd aan het « non-profit » besluit betreffende de betaling van vergoedingen voor vervroegd pensioen, dat stelt dat :

« Een toelage wordt toegekend om de vergoedingen voor vervroegd pensioen te dekken die aan de werknemers die vóór 31 december 2006 met vervroegd pensioen vertrekken worden uitbetaald in de sector van de dagcentra en de verblijfscentra, op volgende voorwaarde :

het vervroegd pensioen wordt toegekend aan werknemers van meer dan 58 jaar die tegemoet komen aan de voorwaarden voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot instelling van een regime van bijkomende vergoeding voor bepaalde bejaarde werknemers, in het geval van afdanking, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in het geval van conventioneel vervroegd pensioen, zoals gewijzigd, en door de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende maatregelen bedoeld om werkgelegenheid te bevorderen van de paritaire subcommissie van de inrichtingen en diensten voor educatie en verblijf van de Franse Gemeenschap, de Waalse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap (319.02).

Het bedrag van de toegekende toelage voor de bijkomende vergoeding uitbetaald aan de werknemer die met vervroegd pensioen vertrekt wordt berekend in verhouding tot de betoelaagde werktijd voor de genoemde werknemer. Het bedrag van de bijkomende vergoeding dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de toelage staat gelijk met de helft van het verschil tussen het bedrag van de nettobezoldiging en de ontvangen werkloosheidsuitkering.

Verantwoordingsstukken van de toelage die jaarlijks voorgelegd moeten worden zijn de betalingsbewijzen van de bijkomende vergoedingen, samen met een berekeningsblad betreffende elke vergoeding ».

Overwegende :

Dat, om het genot van de uitbetaling van bijkomende vergoedingen voor vervroegd pensioen uit te breiden tot de betoelaagde werknemers uit de erkende « non-profit » sectoren, uitgezonderd de sector van de ondernemingen met aangepast werk, artikel 85*bis* gewijzigd moet worden.

Op voorstel van de Voorzitter van het College,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onderhavig artikel regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 85*bis* van het besluit van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, ingelast door het besluit van 26 april 2007 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Een toelage wordt toegekend om de vergoedingen voor vervroegd pensioen te dekken die aan de werknemers die met vervroegd pensioen vertrekken worden uitbetaald, op volgende voorwaarde :

1° het vervroegd pensioen wordt toegekend aan werknemers die tegemoet komen aan de voorwaarden voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot instelling van een regime van bijkomende vergoeding voor bepaalde bejaarde werknemers, in het geval van afdanking, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in het geval van conventioneel vervroegd pensioen, zoals gewijzigd, en door de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende maatregelen bedoeld om werkgelegenheid te bevorderen van de paritaire subcommissies bevoegd voor de bedoelde diensten (318, 319.02, 329.2, 332,330).

2° Tijdens de periode van het vervroegd pensioen wordt de vervanging van de vervroegd gepensioneerde werknemer verzekerd door een werknemer van minder dan 40 jaar en met minder dan 5 jaar NM-anciënniteit bij de indienstneming, behoudens individuele, door het College toegekende individuele afwijking voor de directie-, coördinatie- en geneeskundige posten.

3° Het bedrag van de toegekende toelage voor de bijkomende vergoeding uitbetaald aan de werknemer die met vervroegd pensioen vertrekt wordt berekend in verhouding tot de betoelaaide werktijd voor de genoemde werknemer. Het bedrag van de bijkomende vergoeding dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de toelage is geplafonneerd op een bedrag dat overeenstemt met 6 uren compenserende aanwerving voor 1 VTE voor het referentiejaar.

4° Verantwoordingsstukken van de toelage die jaarlijks voorgelegd moeten worden zijn de betalingsbewijzen van de bijkomende vergoedingen, samen met een berekeningsblad betreffende elke vergoeding.

5° In de sectoren van de dag- en de verblijfcentra voor gehandicapten, in afwijking van punt 2 van onderhavig artikel, blijven de lopende vervangingen van toepassing ».

Art. 3. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 oktober 2008.

Art. 4. De Voorzitter van het College, bevoegd voor Gezondheid, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, op 11 september 2008.

Door het College :

De Voorzitter van het College, belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid,
B. CEREXHE

Het Lid van het College, belast met Sociale Cohesie,
Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Het Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs Cultuur en Schoolverkeer,
Mevr. F. DUPUIS

Het Lid van het College, belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport,
E. KIR